

Histoire sociale et mouvement ouvrier : un bilan historiographique 1848-1998 [sous la dir. de Brigitte Studer et al.]

Autor(en): **Ulmi, Nicola**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **6 (1999)**

Heft 2

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

BRIGITTE STUDER, FRANÇOIS
VALLOTON (SOUS LA DIR. DE)
HISTOIRE SOCIALE ET
MOUVEMENT OUVRIER
UN BILAN HISTORIOGRAPHIQUE
1848–1998

ED. D'EN BAS ET CHRONOS, LAUSANNE ET
ZURICH 1997, 367 P., FS 49.–

25 ans après le premier bilan dressé par Marc Vuilleumier («Quelques jalons pour une historiographie du mouvement ouvrier en Suisse», *Revue européenne de sciences sociales et Cahiers Vilfredo Pareto*, n. 29, 1973), le champ nouveau dont l'article dessinait les contours et appelait au défrichage est aujourd'hui largement construit. Autrefois un champ de bataille, le territoire s'est largement apaisé à mesure que le mouvement ouvrier se rapprochait, selon le constat lapidaire de Brigitte Studer, de sa «quasi-disparition en tant qu'acteur social». Bonne nouvelle, en théorie, pour l'historien-ne, car il est «plus aisé d'historiciser ce qui semble définitivement appartenir au passé». Mais qui s'intéresse à ce qui n'appartient qu'au passé? Pour Bernard Degen l'histoire du mouvement ouvrier suscite à la fois moins de résistances institutionnelles et moins d'intérêt depuis qu'elle a perdu sa force de rupture politique des années '60 et '70. Intégrée à l'histoire nationale depuis les années '80, elle se trouve menacée selon Hans Ulrich Jost d'une nouvelle marginalisation face à la «toute-puissance actuelle du néolibéralisme». Lieu de réflexion et outil de travail, ce nouveau bilan en forme de puzzle est donc aussi un appel à la résistance.

Au-delà de ces constats sombres qui planent sur l'entreprise, la visite guidée des chantiers ouverts depuis les années '70 se révèle très réjouissante. Nouveaux objets: après les événements majeurs – la grève générale, la paix du travail –, les

nationale, le PS, l'USS – et les grands hommes, c'est le fourmillement de la *petitessse* – courants mineurs, événements locaux, *petites gens* – qui élargit le champ de vision de l'historienne. Nouvelles approches: de l'histoire de la construction des organisations ouvrières on est passé à l'étude de l'identité collective – culture, conscience, valeurs –, du milieu et du mode de vie. Nouvelles problématiques: les travaux sur la consommation révèlent des formes de changement socio-culturel venant d'en bas, l'étude des relations industrielles éclaire le rôle joué par le mouvement ouvrier dans la constitution d'un capitalisme organisé, l'examen de la culture ouvrière fait apparaître un liant jusqu'ici négligé dans le processus de cohésion sociétal. De l'histoire – essentiellement institutionnelle – du mouvement ouvrier on est ainsi passé à une histoire sociale qu'on appellera désormais, pour marquer le tournant épistémologique, *histoire ouvrière*.

Après deux articles de Hans Ulrich Jost et de Bernard Degen, qui revisitent l'historiographie depuis le 19^e siècle en éclairant son rapport avec le devenir de la société suisse, une série de contributions thématiques présentent les explorations des dernières décennies. Brigitte Studer situe l'histoire des femmes qui, devenant *histoire des genres*, cesse d'être une simple annexe consacrée à un sujet marginalisé et dévoile un des mécanismes fondamentaux à l'œuvre dans la construction de l'édifice social: on découvre ainsi que l'intégration du mouvement ouvrier passe entre autres par la circulation *interclasse* du modèle culturel de la femme au foyer. Jakob Tanner consacre son bilan aux conflits du travail, aux relations industrielles et aux mouvements de consommateurs, Rudolf Jaun à l'organisation technique du travail et à la question du chômage, qui lui apparaît toujours comme un véritable terrain vague historiographique.



Mario König dessine, pour la catégorie encore méconnue des employé-e-s, les courbes parallèles des mobilisations et de la recherche historique, pour découvrir qu'elles s'interrompent ensemble à la fin des années '70. Charles Heimberg souhaite à l'histoire culturelle un saut qualitatif grâce auquel la culture ouvrière ne serait pas tant étudiée pour elle-même que par sa participation – dialectique, entre opposition et intégration – au devenir sociétal. Dans une autre contribution, Heimberg pointe l'importance de l'immigration: puisque «l'histoire de l'industrialisation est d'abord celle d'un déracinement général», ces mouvements sont cruciaux dans la formation de l'identité collective. Appelant à accroître les échanges avec une région un peu à l'écart des débats nationaux, Gabriele Rossi présente enfin l'historiographie tessinoise du mouvement ouvrier.

Avec le volumineux dossier sur le cinéma constitué par le collectif Cinoptika, on quitte le terrain rétrospectif et on entre dans la prospective: à défaut de recherches existantes, le groupe propose l'«esquisse d'un corpus» de sources en pellicule, ouvre des pistes de réflexion sur la perception et l'utilisation du cinéma par les organisations ouvrières, tente de situer les cinéastes engagés d'après 1960 et invite les historiens à plonger dans les images qui, loin d'illustrer servilement un discours connu, en mettent parfois en lumière les ambivalences.

Remplissant dans sa dernière partie sa mission d'outil de travail, l'ouvrage présente l'état des fonds suisses sur l'histoire ouvrière: Karl Lang, du Sozialarchiv, dresse un inventaire à 62 entrées, Sylvie Béguelin fait le point sur le fonds Humbert-Droz, Gabriele Rossi sur celui de la fondation Pellegrini-Canevascini, et Huub Sanders répertorie les sources concernant la Suisse conservées à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam. Une

bibliographie réunissant l'ensemble de la production des 25 dernières années – 1000 titres – complète enfin les bibliographies partielles jointes aux articles.

Nicola Ulmi (Genève)

ANDRE KIENZLE
«ES GIBT NUR EIN GERLAFINGEN!»
HERRSCHAFT, KULTUR UND
SOZIALE INTEGRATION IN EINER
STANDORTGEMEINDE DES STAHL-
KONZERNES VON ROLL, 1918–1939.

CHRONOS, ZÜRICH 1997, 374 S., 25 ABB., FR. 58.–

Standen die 20er Jahre im solothurnischen Gerlafingen unter dem Zeichen der sozialen, kulturellen und politischen Spaltung (Gerlafingerstreik 1920), fand man zehn Jahre später eine Dorfgemeinschaft vor, die aufgeblüht und durch Versöhnung, Solidarität, Sozialpartnerschaft gekennzeichnet war. Das Staunen über diese Entwicklung von der Spaltung zur Integration wird von Kienzle als Ausgangspunkt genommen, um zu fragen, wie die Integration der dörflichen Gesellschaft Gerlafingens nach 1918 anhand demografischer, sozialräumlicher, sozialer und kultureller Strukturwandlungen und -erhaltungen als soziokultureller Prozess verstanden werden kann. Die Entwicklung Gerlafingens von einem Dorf mit einer Fabrik zu einer Industriegemeinde, in welcher das Unternehmen Von Roll AG einerseits die führende Rolle spielte und andererseits zentral zur Identität der dörflichen Gesellschaft gehörte.

Kienzle geht von der These aus, dass die Integration der dörflichen Gesellschaft endogene Ursachen aufweist und nicht auf der Ebene «Entwicklung der Konkordanzdemokratie» oder «Bedrohung durch den Faschismus» abgehandelt werden kann. Unter Integration versteht der Autor die Eingliederung sozialer Gruppen in